

Appel de Jim Stanford à la lutte pancanadienne contre Amazon **L'enrichir d'une lutte pour la décroissance matérielle contre Trump**

L'IRIS vient de publier en français [la prise de position de Jim Stanford](#), renommé économiste de gauche, dans la revue Canadian Dimension où, fort à propos, il traite de « *terroriste économique* » l'entreprise Amazon qui vient de sauvagement fermer ses sept entrepôts et centres de distribution du Québec pour punir son peuple-travailleur d'avoir syndiqué, à Laval, le premier et seul lieu de travail de l'entreprise au Canada. Dans cet article, Stanford tout en soulignant le pouvoir exorbitant de monopsonne vis-à-vis ses employé-e-s (et ses fournisseurs) montre la relative vulnérabilité d'Amazon due non seulement à la législation québécoise du travail par rapport à celles des États et à maintes provinces canadiennes mais aussi sa dépendance à rester localisé au Québec pour servir sa clientèle, d'où sa stratégie du marteau-pilon pour fermer la porte à toute syndicalisation en traînée de poudre.

Pour y arriver à ses fins, dit-il, Amazon mise sur une myriade de sous-traitants embauchant des travailleur-se-s « à la tâche », donc difficile à syndiquer. Comme parades, Stanford propose « *la certification [syndicale] automatique des sous-traitants qu'Amazon prévoit embaucher* » ou « *à mobiliser la loi sur les décrets de convention collective du Québec. Il s'agit d'une disposition de longue date qui permet de négocier des conventions collectives (généralement par plusieurs employeurs et un ou plusieurs syndicats) et de les étendre à plusieurs lieux de travail dans une industrie ou une région spécifique.* » La moindre des choses de la part des gouvernements, ajoute-il, serait de priver l'entreprise de toute subvention ou contrat.

Enfin, Stanford rappelle que l'alliance stratégique de Bezos (y compris son entreprise milliardaire) et de ses copains milliardaires avec Trump qui de son côté, aurait-il pu compléter, se livre à un terrorisme politico-économique vis-à-vis le peuple-travailleur surtout racisé étatsunien tout comme celui des pays dit alliés. Finalement, l'auteur appelle à « *une réponse forte de la part des syndicats et des mouvements sociaux dans toutes les régions du Canada [et pourquoi pas aussi des États].* » C'est certainement plus pertinent que les compréhensibles mais inefficaces [réponses individuelles de boycott](#) qui s'épuiseront rapidement. Stanford n'appelle pas à une réouverture des entrepôts et centres de distribution fermés. Cette revendication, en plus de paraître perdante dans un face-à-face compagnie-mouvement syndical qui commence à peine à remonter la pente, permet

difficilement la politisation de l'affrontement, ce que facilitent les suggestions de Stanford impliquant des modifications législatives.

Cette confrontation à l'encontre d'un géant nord-américain et mondial dépasse en effet la seule CSN — mais il faudrait son initiative — qui en plus d'être minoritaire au Québec même, et quasi absente en dehors, syndique principalement dans les secteur public. Voilà une chance inouïe d'unité pancanadienne. Même nord-étatsunienne, du mouvement syndical et encore plus. Et il faudrait effectivement une « *réponse forte* » comme le dit Stanford ce qui commence sans doute par de grandes manifestations mais les dépassent. Ce qui alimenterait la colère sous-jacente tout-à-fait nécessaire à la mobilisation de cette ampleur serait la combinaison de la lutte anti-Amazon à celle plus générale anti-Trump. Assurer la viabilité de cette combinaison nécessiterait cependant un approfondissement des revendications proposées par Stanford.

Pour reprendre les termes de la partie finale [d'un article précédent](#), l'alternative au crypto-fascisme trumpien s'imposant au Québec et au Canada suite à leur dépendance financière et commerciale envers les ÉU, cristallisée par l'ACEUM, est la *solidaire décroissance matérielle*. Celle-ci coupe court tant au sauvetage des transnationales anciennes liées au traditionnel extractivisme pétro gazier de l'Ouest canadien qu'à celui des transnationales ascendantes du nouvel extractivisme tout-électrique-électronique des économies manufacturières et minières de l'Ontario et du Québec. Cette *solidaire décroissance matérielle*, qu'on peut abstraitement qualifié d'écosocialisme en y associant la planification démocratique balaie la prééminence du marché sous le joug du capital financier. Elle laisse toute la place aux services publics écoféminisés devant s'élargir au logement social écoénergétique, à généraliser à tout le monde, et au transport public à substituer à l'auto solo.

Amazon roule à la très matérielle consommation de masse, carburant à l'obsolescence programmée, qu'elle amplifie par ses promotions et à l'abus de l'individualisation du transport des marchandises qu'elle généralise. En plus de réclamer seulement la seule syndicalisation et réglementation du secteur de la distribution des marchandises — ne faudrait-il pas exiger le retour du monopole de Poste Canada banquerouté par le secteur privé ! — pourquoi ne pas réclamer aussi que les gouvernements imposent à Amazon une amende salée, et même une taxe compensatoire, pour financer le recyclage de ses ex-employés dans les services

publics qui en ont rudement besoin. Après tout, Amazon ne renonce à aucune vente. C'est là un privilège, ce n'est pas un droit, qui se paie.

Marc Bonhomme, 1^{er} février 2025

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca